

Entretien de M. Philip Alston, Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, avec le *Miami Herald* réalisé le 16 juillet:

<https://www.miamiherald.com/news/nationworld/world/americas/haiti/article/214982420.html>

Traduction en français ci-dessous

La hausse du prix des combustibles en Haïti était ‘certaine d’entraîner des répercussions négatives’, a dit l’Expert de l’ONU.

L’expert des Nations Unies sur la question de la pauvreté a critiqué le Fonds monétaire international pour la pression exercée afin de forcer Haïti à supprimer les subventions sur les combustibles ce lundi, et a indiqué que des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement devraient aider les Haïtiens pauvres en augmentant l'aide au pays.

«Le Fonds a toujours sous-estimé l'importance de calibrer ses recommandations aux spécificités du contexte politique, sans tenir compte de la mesure dans laquelle les recommandations sont politiquement viables et socialement durables», a déclaré Philip Alston, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme.

Il a déclaré que l'augmentation spectaculaire des prix du carburant survenue il y a une semaine qui a conduit à des feux de barricades dans la rue et à la démission du Premier ministre samedi était "certaine d’entraîner des répercussions négatives, et bizarrement de miner les programmes que le Fonds même tente de mettre en œuvre. "

Dans une interview accordée au Miami Herald, Alston a déclaré que les dirigeants du FMI auraient dû savoir qu'une augmentation de 38% sur l'essence, de 47% sur le diesel et de 51% sur le kérosène, serait "très problématique".

Les augmentations ont été presque immédiatement suspendues temporairement 14 heures après leur entrée en vigueur. Toutefois, la persistance du FMI sur les hausses, même après les manifestations meurtrières, l'annulation des vols aux Etats-Unis et la démission du Premier ministre Jack Guy Lafontant et de son cabinet, ignore la fragilité politique et sociale d'Haïti, a déclaré M. Alston. Celui-ci a proposé de prêter son expertise indépendante au président haïtien Jovenel Moïse pour enquêter sur les questions de droits de l'homme affectant les pauvres.

"Au lieu de dire: " Nous nous sommes trompés et nous allons essayer de travailler sur quelque chose de plus faisable ", il adopte une ligne dure", a-t-il dit du FMI, qui a déclaré attendre avec impatience la révision de l'accord avec le Gouvernement haïtien qui comprenait des augmentations progressives sur le prix du carburant accompagnées de programmes sociaux comme les bons de transport visant à atténuer l'impact sur les pauvres.

Haïti a conclu l'accord initial avec le Fonds monétaire vu que cela donnerait à ce pays pauvre un accès initial à 96 millions de dollars en subventions et prêts. Et la mise en œuvre réussie de l'accord avec le FMI envoie un signal à d'autres bailleurs de fonds potentiels qui pourraient aider Haïti en fournissant davantage d'aide.

"C'est une très mauvaise dynamique et politiquement très problématique", a déclaré M. Alston à propos de la pression continue du FMI sur le Gouvernement.

Les critiques d'Alston sont venues quand Moïse a commencé à chercher un Premier ministre pour diriger un nouveau gouvernement. Dans un discours de trois minutes adressé à la Nation samedi, Moïse a dit qu'il comprenait "la situation de beaucoup de compatriotes que le chômage, la faim et la misère tuent", et prévoit de nommer un nouveau Premier ministre le plus tôt possible pour "former un gouvernement inclusif dont la mission sera d'alléger la misère du peuple haïtien. "

Ce nouveau gouvernement héritera d'un pays avec un déficit écrasant et une dette qui est passée de moins de 200 millions de dollars après le séisme dévastateur de janvier 2010 à environ 2 milliards de dollars - dont la plus grande partie est due au Venezuela.

"Le FMI a été obsédé par la suppression des subventions sur les carburants pendant très longtemps dans différents pays du monde, car il affirme que les subventions profitent davantage aux classes moyennes et hautes qu'aux pauvres", a déclaré M. Alston. "Mais vous devez travailler progressivement ... il doit s'agir d'un exercice à plus long terme. Les conséquences sociales, économiques et politiques de réductions de cette ampleur sont très importantes. "

Le prochain Chef du Gouvernement haïtien "devra persuader le FMI que l'enveloppe à négocier doit être acceptable, elle doit être vendable ..." a-t-il dit.

"La seule chose qui n'est pas une option réelle pour un pays relativement impuissant comme Haïti, c'est de dire" le FMI va en enfer ", a dit Alston. "Le FMI reste l'acteur le plus puissant dans toutes ces négociations. Il envoie les signaux à tous les autres acteurs de la communauté internationale. "

Alston a dit qu'il n'a pas reçu de réponse de Moïse à sa proposition d'enquêter sur les questions de droits de l'homme affectant les pauvres en Haïti. Une telle enquête examinerait les récentes hausses des prix des combustibles induites par le FMI et les manifestations ultérieures, et se pencherait probablement aussi sur la question de la responsabilité de l'ONU dans la crise du choléra en Haïti.

Lundi, 60 organisations de défense des droits de l'homme d'Haïti et du monde ont envoyé une lettre au Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, demandant à l'ONU de s'acquitter de sa responsabilité envers les personnes touchées par l'épidémie de choléra qui eut lieu 10 mois après le tremblement de terre en Haïti. M. Alston a qualifié de «honteux» le refus de l'ONU d'accepter sa responsabilité.

«Je pense toujours que l'ONU doit accepter la responsabilité et toutes les conséquences juridiques qui en découlent, ce qu'elle n'ont pas fait», a déclaré Alston.

Plus tôt cette année, Alston s'est attiré le courroux de l'Administration Trump lorsqu'il a publié un autre rapport, accusant l'Administration Trump de ne pas s'attaquer à la pauvreté aux États-Unis. Le rapport notait que 40 millions de personnes vivaient dans la pauvreté aux États-Unis, et 18.5 millions d'autres personnes vivaient dans la pauvreté extrême.

L'administration Trump a accusé Alston d'exagérer les chiffres, et a annoncé, suite à ce rapport, qu'elle quittait le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

"Toute l'histoire d'Haïti devrait servir de forte réprimande pour la communauté internationale. Il est clair que les gouvernements haïtiens successifs n'ont pas fait tout ce qu'ils pouvaient, ayant été dans une situation si misérable pendant tant de décennies, sans aucune avancée," a déclaré Alston," mais il doit y avoir une responsabilité partagée entre la communauté internationale et le Gouvernement haïtien. On ne peut avoir un point de vue unilatéral. une image à un seul point de vue. "
